



Consultation publique

Dégroupage : perspective d'évolution

| | |
|---------------------------------------|----------|
| RÉPONSES..... | 4 |
| Question 1..... | 4 |
| Question 2..... | 4 |
| Question 3..... | 4 |
| Question 4 | 5 |
| Question 5..... | 5 |
| Question 6 – données dégroupages..... | 5 |
| Question 7..... | 5 |
| Question 8..... | 5 |
| Question 9..... | 5 |
| Question 10..... | 6 |
| Question 11..... | 6 |
| Question 12..... | 6 |
| Question 13..... | 6 |
| Question 14..... | 6 |
| Question 15..... | 6 |
| Question 16..... | 6 |
| Question 17..... | 6 |
| Question 18..... | 6 |
| Question 19..... | 6 |

Réponses

Question 1

Le dégroupage ne dépend plus uniquement de la taille du NRA. Le RIP Gironde Numérique amène la fibre optique auprès de 91 NRA et 20 NRA ZO fibrés. Aujourd'hui, 36 de ces NRA dégroupables ne sont pas dégroupés avec des tailles allant de 292 lignes à 2 900 lignes. 10 de ces NRA dégroupables et non dégroupés dépassent les 1 000 lignes.

L'analyse cartographique montre que les opérateurs dégroupent avec un choix multicritère où la taille n'est qu'un élément (dégroupage en grappe en s'étendant à partir des centres urbains). Il ne suffit plus qu'un NRA soit dégroupable pour qu'il soit effectivement dégroupé.

Question 2

L'action des RIP est nette sur la progression du dégroupage. Mais le dégroupage ne constitue pas, en soi, un motif d'aménagement numérique. En effet, il s'agit avant tout d'une source de revenus pour équilibrer financièrement un RIP. Le dégroupage présente deux enjeux : des augmentations de débit pour les lignes près du NRA et l'accès à la télévision par ADSL. Pour la Gironde, l'accès à la télévision n'est pas un enjeu prioritaire de l'aménagement numérique car cet accès peut se faire par d'autres moyens techniques (TNT, satellite,) même si les offres sont loin d'être équivalentes.

Au contraire, les accès à internet et à la téléphonie IP ou mobile sont les deux enjeux d'aménagement du territoire car ces services touchent directement l'activité économique et sociale du quotidien. En période budgétaire contrainte, les objectifs girondins sont avant tout tournés vers l'emploi et l'apport des outils numériques à tous les citoyens et à tous les entrepreneurs. L'apport de services enrichis audiovisuels n'est pas prioritaire par rapport à l'accès à internet et à l'augmentation des débits.

Ces enjeux d'aménagement éclaircis, la réponse à la question suivante explique la différence entre un projet de montée en débit et un projet de dégroupage.

Question 3

Le sujet du dégroupage est distinct du sujet de montée en débit :

1. Dégroupier un NRA ne permet pas de couvrir les zones blanches et grises de son emprise. Seules les lignes proches bénéficient d'une montée en débit. Les zones blanches et grises le restent. Le dégroupage d'un NRA a donc un impact limité sur l'aménagement du territoire comme le sera le VDSL.
2. Une installation de montée en débit ADSL (NRA ZO fibré ou bien NRA MED) permet de couvrir les zones blanches et grises. Ainsi Gironde Numérique a déployé des NRA-ZO sur des emprise de NRA dégroupés. Si ces techniques permettent potentiellement le dégroupage, le terrain montre que les NRA ZO et NRA MED ne sont pas forcément dégroupés. C'est systématique si le NRA d'origine n'est pas dégroupé. Sur 107 NRA ZO (20 fibrés et 97 en lien de collecte cuivre) seuls 12 ont été dégroupés.

Ainsi, un territoire doit clairement choisir sa stratégie :

- stratégie orientée vers les services : stratégie de dégroupage (augmentation des services enrichis et des débits sur la zone d'emprise existante mais non traitement des zones blanches et grises)
- ou bien stratégie de montée en débit (traitement prioritaire des zones blanches et grises mais non garanties de dégroupage et donc d'augmentation des services)

En Gironde, après le projet de couverture des zones blanches, il reste uniquement 0,2 % de lignes en zone blanche mais 10 % des lignes en zone grise ADSL. Le deuxième choix stratégique a été de traiter les plus grosses zones grises par un programme complémentaire de montée en débit : il concerne uniquement 2,3 % des lignes au total. Au delà, le coût de la montée en débit deviendra trop important et viendra en contradiction avec un projet FttH. Les solutions proposées sont alors :

- à court terme : des packs satellites sont subventionnés (technologie K-Sat)
- à long terme : ces zones devront être couvertes directement en FttH

Question 4

Question 5

Le ralentissement du dégroupage est confirmé en Gironde.

Question 6 – données dégroupages

Voir fichiers joints. La carte indique clairement que les opérateurs ne dégroupent plus en fonction de la taille du NRA.

Question 7

La problématique de la collecte est centrale mais n'est plus la seule : les opérateurs indiquent bien que la taille du NRA et le prix de la collecte ne sont plus les seuls critères pour choisir de dégroupier un site.

Le principal problème pour les RIP est que toute modification de l'offre LFO impacte à la baisse les modèles économiques des RIP existants de collecte. Une stratégie de baisse des prix de collecte vient percuter les RIP de collecte déjà en place (dits de 1ère génération) : les projets publics sont mis en difficulté au moment même où il est demandé aux collectivités d'étendre la collecte en vue du FttH. L'équation est difficilement soutenable financièrement.

De plus, favoriser le dégroupage revient aussi à retarder le déploiement du FttH : les premiers retours des opérateurs indiquent que les taux de pénétration FttH sont beaucoup plus faibles dans des zones ADSL dégroupées avec un débit important (taux de pénétration FttH entre 5 et 7%) que dans les zones non dégroupées à faible débit (taux de pénétration FttH de 30 à 40 %).

Il est important que l'offre LFO soit stable dans le temps afin de ne pas déstabiliser continuellement les RIP de collecte existants. Le cas échéant, le risque est que les collectivités hésitent à lancer de nouveaux RIP si l'environnement réglementaire et financier reste aussi mouvant et incertain car cela empêche toute prévision budgétaire.

Question 8

Dans son projet de montée en débit ADSL en cours (offre PRM), la Gironde porte l'accent sur le fibrage de NRA qui ne l'étaient pas et sur la réutilisation future de ces nouvelles infrastructures.

Question 9

Il convient de noter que si des NRA ne sont pas actuellement fibrés, c'est que le coût de construction du génie civil est prohibitif. Certains NRA de Gironde, pourtant importants, nécessiteraient des

investissements disproportionnés (de l'ordre du million d'euros). Ce facteur limitera mécaniquement l'extension du dégroupage.

L'obligation pour un projet de montée en débit que le NRA d'Origine soit obligatoirement fibré laissera de nombreux territoires girondins en zone grises durablement. Une solution intermédiaire moins performante devrait être permise.

La limite économique semble donc porter sur les petits tarifs d'une part et le coût d'opticalisation d'autre part.

Question 10

Question 11

Question 12

Question 13

Question 14

Question 15

Question 16

Question 17

Question 18

Question 19